
«Être Canadien», qu'est-ce que ça veut dire?

par l'hon. John A. Fraser

Le débat constitutionnel possède des dimensions juridiques, politiques et économiques. Cependant, en dernier ressort, il dépend de la volonté nationale. Le 25 novembre 1991, le président de la Chambre des communes a prononcé, au club Rotary d'Ottawa, un discours portant sur le décorum à la Chambre et sur l'unité nationale. Nous reproduisons ci-dessous la partie de l'allocution au cours de laquelle le président de la Chambre demande que l'on résolve l'impasse constitutionnelle actuelle.

Il est de bon ton d'affirmer que le pays est né par une belle journée ensoleillée, le 1^{er} juillet 1867. C'est une date bien commode, et elle marque le rassemblement constitutionnel de gens qui vivaient en Amérique du Nord britannique ou tout au moins d'un grand nombre d'entre eux. Cependant, il est aberrant de déclarer que cette journée marque la naissance du pays, parce que, en vérité, les gens qui parlaient anglais et ceux qui parlaient français vivaient ensemble depuis des centaines d'années avant que ce jour n'arrive. De plus, les autochtones étaient déjà là eux aussi. Avec le recul, nous devons avouer qu'ils auraient dû être inclus en 1867 et nous devrions avoir honte qu'ils ne l'aient pas été. Nous avons maintenant l'espoir qu'ils le seront. Mais la réalité de la vie au Canada est que nous vivons ensemble depuis longtemps. Nous avons vécu ensemble en vertu de certaines ententes.

John A. Fraser est député fédéral depuis 1972. Il a été élu président de la Chambre des communes en 1986, puis réélu en 1988.



(Photo: John Evans, Ottawa)

Permettez-moi de remonter un peu le fil de l'histoire. Nous ne pouvons pas remonter assez loin pour retracer avec précision l'histoire des autochtones de notre pays, mais nous pouvons nous rappeler l'époque où nos citoyens francophones sont arrivés en Amérique du Nord. Nous pouvons également nous rappeler que, à cette époque-là, la relation qui s'est établie entre les Européens et les autochtones était une relation d'amitié. Nous devons nous rappeler également la conquête de Québec par les Britanniques en 1759, non pas pour rouvrir d'anciennes plaies, mais pour rappeler ce qui est arrivé après 1759. Dans leur sagesse, les Britanniques ont alors garanti à nos citoyens francophones du Saint-Laurent de protéger leur langue, leur religion (et la religion était beaucoup plus importante à l'époque qu'elle ne l'est maintenant), l'éducation de leurs enfants et le droit civil. Je ne suis pas ici pour débattre le sens de l'expression « société distincte ». Mais il faut certainement voir là l'origine de cette notion.

On peut dire : « Et après? » Revenons en 1776, au début de la Révolution américaine. Quelqu'un croit-il vraiment que l'Amérique du Nord britannique aurait survécu à cet énorme bouleversement si les Français établis le long du Saint-Laurent avaient décidé de participer à cette révolution?

Rapprochons-nous dans le temps et considérons la guerre de 1812. C'est une guerre dont les Américains n'aiment pas se souvenir parce qu'ils l'ont perdue. Nous devrions nous en souvenir parce que nous l'avons gagnée. Mais quelqu'un peut-il vraiment croire que, si nos citoyens francophones n'étaient pas restés loyaux, nous aurions pu vaincre les armées américaines qui voulaient envahir le Canada? Avons-nous oublié la bataille de Châteauguay, au cours de laquelle un commandant britannique à la tête de 500 hommes a repoussé une armée de 7 000 Américains? De ces 500 soldats britanniques, 90 p. 100 étaient francophones. Avons-nous oublié si rapidement les rébellions de 1837 et de 1838? Si elles avaient reçu l'appui total de nos citoyens francophones du Saint-Laurent, qui peut vraiment croire que, en 1867, nous aurions pu mettre en place la constitution qui a rassemblé la plupart des anglophones et des francophones du Canada?

Je pourrais donner de nombreux autres exemples. Nous avons fait la Première Guerre mondiale, non sans peine. Des pressions se sont exercées sur notre pays, mais elles n'ont pas pu le faire éclater, aussi fragile qu'ait été notre unité selon certains historiens.

Mon père s'est enrôlé pendant la Première Guerre mondiale. Avant de devenir pilote, il a été brancardier dans une unité appelée la Quatrième ambulance de campagne de l'armée canadienne. Durant ses deux premiers jours au front, en 1915, il se trouvait sur le flanc droit d'un régiment d'infanterie canadien-français. Il m'a raconté : « On en a envoyé 600 sous le tir ennemi, 300 sont revenus et j'en ai transporté la moitié. »

Pensons maintenant à la Grande Crise, au fait que nous nous en sommes sortis ensemble. Pensons aussi à la Deuxième Guerre mondiale et au grand nombre de citoyens de notre pays qui ont assumé notre obligation de lutter contre la terreur, la colère et la force impressionnante du nazisme. Nous l'avons fait ensemble. Avons-nous oublié si rapidement que nous avons appelé près d'un million de nos hommes et de nos femmes sous les drapeaux? En avons-nous oublié les raisons?

Au cours d'une excursion de chasse en Alberta il y a quelques semaines, je suis tombé sur un manuel d'histoire mondiale moderne. Je chassais avec un jeune qui m'a informé que cet ouvrage était à l'étude à l'école. C'était un manuel rédigé par des Américains et publié aux États-Unis dans lequel on lisait qu'il avait été adapté aux besoins des écoles canadiennes. Il n'y avait qu'un encart d'une page sur l'ensemble de la Première Guerre mondiale.

C'est parce que nous oublions notre histoire que nous n'avons pas de repères lorsque surviennent des moments difficiles. Nous n'avons pas le souvenir de ce que nous avons accompli ensemble, de la bravoure de nos citoyens, de leur dévouement remarquable et, parfois, de leur sagesse.

Les exemples continuent après la Deuxième Guerre mondiale. Nous avons relevé le défi de la guerre de Corée et y avons envoyé 25 000 Canadiens. Si je me souviens bien, le taux d'enrôlement dans les forces qui ont servi en Corée a été plus

élevé, par habitant, au Québec que dans toute autre province. J'ai servi quelques temps dans les forces armées à cette époque. Parmi les officiers cadets et les autres officiers avec qui j'ai servi plus tard, le tiers étaient francophones. Nous avons surmonté toutes les difficultés, les changements au Québec et les changements au Canada. Nous avons rassemblé des centaines et des milliers de personnes de toutes les régions du monde et nous avons trouvé le moyen de vivre ensemble et, la plupart du temps, de laisser notre ressentiment derrière nous. Après de nombreuses années de travail acharné et d'abnégation des deux côtés, chez les anglophones et chez les francophones, nous avons eu un référendum il y a près de dix ans, au cours duquel 60 p. 100 des Québécois ont décidé de rester au pays.

Or certains nous disent, dont des historiens, que le seul espoir pour le Canada est de se séparer. Cela me paraît être une façon bien étrange de parler de l'avenir quand on songe à ce que nous avons accompli ensemble et à ce qu'il nous reste à accomplir ensemble.

Je dirige, avec de nombreux collaborateurs, un programme d'échanges interparlementaires, qui accueille au Canada des députés de pays de l'Europe de l'Est et de l'Europe centrale, dont l'Union soviétique. Je viens à peine de rentrer de la Tchécoslovaquie. Je suis allé en Pologne, en Hongrie et en Union soviétique. Les députés de ces pays sont évidemment intéressés par le débat constitutionnel en cours chez nous. Mais, où qu'on aille dans ces pays, on entend toujours la même chose. Les gens nous disent qu'ils échangeaient volontiers leurs problèmes contre les nôtres. Ils se demandent comment un peuple qui a tant fait et qui est encore tellement favorisé peut mettre son pays en danger. Peut-être que certains d'entre nous ont eu la vie trop facile. Mais ce n'est pas le cas d'un grand nombre. Peut-être qu'au cours des dernières décennies, des gens ont oublié à quel point beaucoup d'entre nous se sont acharnés et combien de nos ancêtres ont travaillé pour bâtir le pays dans lequel nous vivons actuellement. Ils n'ont pas agi par défaitisme. Ni par égoïsme. Ils ont agi par générosité, parce qu'ils croyaient en quelque chose et qu'ils croyaient les uns aux autres.

Je dis parfois aux gens de regarder autour d'eux. De se regarder les uns les autres. On se connaît. On sait à quoi on croit. On sait à quoi tout le monde croit. Tous les sondages semblent indiquer que, au-delà des contrariétés ou des griefs particuliers, la plupart des Canadiens veulent maintenir l'unité du pays. Mais il est impossible d'y arriver en se contentant de se plaindre. Il est impossible d'y arriver en trouvant des défauts à tout le monde et à n'importe quoi. Je suis étonné de constater que, même dans l'arène politique, et je dois maintenant bien peser mes mots, certains politiciens semblent croire que les députés sont élus uniquement pour représenter une circonscription ou une région en particulier. Si élire un député à la Chambre des communes n'a pas d'autre but, on pourrait tout aussi bien envoyer un délégué.

La tâche du gouvernement dans notre régime démocratique est plus importante que cela. Parce que, quand nous sommes élus à la Chambre des communes, il est vrai que nous devons représenter notre circonscription, et il est vrai que nous devons représenter les points de vue des citoyens de notre région, et la plupart d'entre nous le comprennent et la plupart d'entre nous ne cessent de le faire. Mais en accomplissant notre devoir, nous devons aussi tenir compte ou nous soucier de l'intérêt public des citoyens de St. John's, de Toronto, d'Ottawa, de Mississauga, de Montréal, de Trois-Rivières, de Regina, d'Edmonton, de Winnipeg, du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest. C'est un principe qu'apprennent les gens les plus talentueux que vous envoyez à la Chambre des communes. La plupart l'apprennent assez rapidement. La plupart s'emploient ferme à le défendre. Mais il ne suffit pas d'agir ainsi à la Chambre des communes. En tant que citoyens, nous devons aussi pouvoir penser de cette façon, penser que nos griefs locaux ne doivent pas accaparer tout notre temps et toute notre attention, pas plus que nos cris de protestation. Nous devons penser aux autres. Quand nous le faisons, être Canadien prend soudain une nouvelle dimension.

Tout le monde pourrait tenir des comptes sur notre pays. Il ne serait pas très difficile de trouver des comptables et des experts qui, au cours des derniers mois, ont brossé divers tableaux de ce qui pourrait arriver si le pays éclatait. Il n'est pas difficile de trouver des économistes qui font des prévisions sur ce qui arrivera si le pays reste uni. J'ai déjà suivi des cours d'économie. Je n'ai jamais fait confiance aux économistes depuis, mais ça, c'est une autre histoire.

Ce que je veux vous faire comprendre, c'est que, si nous voulons sauver le pays, et je pense que la plupart d'entre nous le veulent, nous devons commencer à nous souvenir de notre histoire, à nous souvenir de ce que nous avons accompli ensemble et à nous rappeler que ce qui nous a rassemblés c'est que nous nous soucions les uns des autres et que nous avons jugé préférable de nous unir plutôt que de rester sur notre quant-à-soi. Il est extrêmement important que chacun d'entre nous se le dise. Il ne suffit pas de discuter des diverses propositions constitutionnelles actuelles au sujet du pays. Il faut se demander dans quelle mesure elles maintiendront notre unité, dans quelle mesure elles garantiront qu'aucun Canadien n'est laissé pour compte et dans quelle mesure elles assureront notre avenir. Ceux qui croient que quelqu'un trouvera une série de propositions constitutionnelles absolument parfaites se bercent d'illusions.

La *Loi sur l'Amérique du Nord britannique* n'était pas parfaite, mais elle nous a bien servis. Les Britanniques n'ont même pas de constitution écrite. Nous devons nous rappeler que le Seigneur nous a créés imparfaits dans un monde imparfait. Nous devons mettre par écrit tous les aspects sur lesquels nous pouvons nous entendre. Il y aura peut-être des questions sur lesquelles nous devons nous entendre plus tard. Mais personne ne devrait aborder la situation actuelle en se

disant que c'est à prendre ou à laisser, parce que, après tout, si c'était ce qu'avaient voulu mes ancêtres et certains des vôtres, on n'aurait jamais créé ce pays. Nous devons penser au pays d'une manière qui nous fait prendre conscience de notre immense fortune. On pourrait dire que cela ne paraît pas très compliqué. Ce n'est pas compliqué. C'est une question d'état d'esprit, pas simplement de querelles théoriques et intellectuelles. Cela revient à dire, « Oui, nous sommes Canadiens. Nous le sommes depuis très longtemps. Nous savons pourquoi. Nous savons que nous avons de la chance d'être Canadiens. Nous ne laisserons pas cette bonne fortune nous échapper et nous ne laisserons personne nous convaincre de la laisser nous échapper. »

Sir John A. Macdonald a déclaré un jour : « Nous sommes un grand pays et nous deviendrons un jour l'un des plus grands au monde si nous le conservons. Nous tomberons dans la médiocrité et la misère si nous le laissons éclater. »

Sir George-Étienne Cartier a déclaré en 1867, quand la Confédération canadienne est née : « Tout ce qu'il fallait, c'est que les deux camps soient justes et équitables et qu'ils fassent des compromis. » Et il ajoutait : « J'espère que, s'il (en parlant de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique) doit être amendé, la modification ne visera pas à réduire les principes d'équité sur lesquels il repose, mais plutôt à les élargir encore plus. »

C'est certainement la tâche qui nous incombe. Des gens ont été laissés pour compte. Certains aspects n'ont pas été inclus dans l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Le moment est venu de les inclure. Certains aspects de la vie moderne étaient inimaginables il y a environ 125 ans, et même, dans certains cas, il y a à peine dix ou onze ans quand nous avons eu notre dernière série de modifications constitutionnelles. Il faudrait en tenir compte. Mais il faut toujours en tenir compte en nous rappelant que nous avons un pays dont nous sommes fiers, un pays qui sert de modèle à la plupart des pays du monde, un pays qui a défié tous les pronostics d'échec faits à ses débuts et un pays qui peut être maintenu si nous nous rappelons ce qui nous a rassemblé au départ.

Il y a des timorés. Vous les avez entendus, et moi aussi. Ils disent que le jeu n'en vaut pas la chandelle et que c'est impossible. Il y aura toujours de ces gens. Mais nous ne devons pas prendre conseil auprès d'eux à ce moment-ci de l'histoire de notre pays.

Il faudra parfois du courage, beaucoup de courage. Mais souvenons-nous de ce qu'a déclaré Churchill quand on lui a demandé quelle était la qualité la plus importante chez l'être humain. Il a répondu : « Le courage, parce qu'il garantit toutes les autres. »